

Nouvelles locales du lundi 17 mars 2014

@rib News, 17/03/2014
 SÃ©curitÃ© - Attaque Ã la grenade du domicile du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du parti Uprona dirigÃ© par Concilie Nibigira. Selon Gaston Sindimwo (photo), deux jeunes lui ont lancÃ© deux grenades alors qu'il venait tout juste d'arriver chez lui Ã la 17Ã¨me avenue du quartier I de la commune urbaine de Nyakabiga. L'attaque est survenue vers 22h30 minutes alors qu'il revenait d'une rÃ©union Ã "Ku Mugumya" (siÃ©ge du parti) avec les jeunes du parti Uprona qui avait pour objectif de leur expliquer la situation au sein de ce parti. Les dÃ©gÃ¢ts ont Ã©tÃ© de deux personnes blessÃ©es dont Gaston Sindimwo lui-mÃªme qui a Ã©tÃ© blessÃ© au niveau du dos et son veilleur qui a Ã©tÃ© griÃ¨vement blessÃ©. De plus, vÃ©hicules ont Ã©tÃ© endommagÃ©s par les Ã©clats de grenades.

Tout en affirmant qu'il n'avait pas d'ennemi, il accuse ouvertement les membres du parti Uprona du camp de Nditije puisque, selon lui, ce sont ses adversaires politiques. Il affirme qu'il est dÃ©plorables que de tels comportements regagnent leur parti au moment oÃ¹ ils l'accusaient aux autres. Il leur demande de privilÃ©gier le dialogue et demande que des enquÃªtes soient menÃ©es pour tirer la vÃ©ritÃ© au clair. [bonesha/rtnb/rpa/rtr/isanganiro]- RÃ©agissant Ã ce sujet, le porte-parole du parti Uprona dirigÃ© par Charles Nditije affirme que le parti Uprona a suffisamment de personnes intelligentes qui ne peuvent pas recourir Ã la force pour rÃ©soudre des questions. Selon Thacien Sibomana, l'Uprona ne veut pas entendre du sang de qui que ce soit. Il prÃ©cise que Gaston Sindimwo n'est pas du tout le nÃ©ud des problÃªmes qui minent le parti du Prince puisque ces derniers se trouvent entre le parti Uprona et le parti Cndd-Fdd pour des raisons bien connues. Il prÃ©cise que Sindimwo et ses amis sont seulement utilisÃ©s par le pouvoir pour arriver Ã ses objectifs. Il lui demande donc d'aller doucement et ne pas livrer des accusations gratuites du moment qu'il n'a attrapÃ© personne. Il demande aussi Ã la police de faire des enquÃªtes impartiales, neutres et d'une maniÃ¨re intelligente qui, seules, pourront arriver Ã la dÃ©termination de la vÃ©ritÃ© dans cette affaire. [rtr/isanganiro/rpa] SociÃ©tÃ© - AprÃªs les propos du Conseil national de sÃ©curitÃ© accusant la RPA d'avoir affichÃ© un comportement rÃ©voltant lors des incidents du 8 mars courant, la permanence nationale du parti MSD, le directeur de ce mÃ©dium trouve qu'il n'y a eu aucune faute dans son travail. Eri Manirakiza estime que la diffusion de ce qui Ã©tait en train de se passer ne peut en aucun cas constituer une faute puisque lors de cette diffusion, personne n'a Ã©tÃ© sollicitÃ© pour venir renforcer les rangs des personnes qui Ã©taient aux prises avec la police. Selon lui, le pouvoir veut cacher certaines choses Ã l'opinion tant nationale qu'internationale alors que la RPA a la mission de donner la parole Ã toute personne qui veut s'exprimer. De plus, il constate que mÃªme la police a eu Ã s'exprimer au sujet de ce qui se passait. Il trouve alors que l'essentiel est de suivre la Constitution et la dÃ©ontologie professionnelle des journalistes. Il renchÃ©rit en affirmant que la RPA ne va pas accepter des dÃ©cisions illÃ©gales Ã son encontre. [bonesha/isanganiro]- Le CNC affirme de son cÃ´tÃ© qu'il va faire des enquÃªtes au sujet de ce que le Conseil national de la sÃ©curitÃ© a demandÃ© au sujet du comportement de la RPA lors des incidents du 8 mars courant Ã la permanence nationale du parti MSD. Lors de la remise et reprise entre le nouveau et l'ancien directeur de ce Conseil, Richard Giramahoro qui remplace Pierre Bambasi a estimÃ© que le souhait du Conseil national de la sÃ©curitÃ© de surveiller et punir certains journaux ou journalistes est illÃ©gitime du moment que certains peuvent avoir dÃ©passÃ© les limites. Il prÃ©cise donc que des mesures seront prises aprÃªs les enquÃªtes. [rtnb/rtr/bonesha/isanganiro/rpa]- Le FORSC trouve que le Conseil national de la sÃ©curitÃ© devrait travailler en se basant sur des considÃ©rations concrÃªtes de la situation sur terrain dans l'intÃ©rÃªt de toute la population burundaise. Le dÃ©lÃ©guÃ© gÃ©nÃ©ral de ce forum trouve que ce conseil est la solde de certains intÃ©rÃªts sectaires puisque les propos tenus sont dÃ©tournÃ©s et ne concernent pas la situation rÃ©elle. Vital Nshimirimana trouve aussi que le gouvernement devrait prendre au sÃ©rieux la question des personnes qui dÃ©siraient manifester en trouvant une rÃ©ponse Ã ce pourquoi ces personnes dÃ©sirent agir ainsi. Selon lui, c'est cela qui peut donner une rÃ©ponse durable au lieu de lancer des messages pleins de colÃ¨re et de haine. [bonesha/isanganiro/rpa]- L'Observatoire de la Presse au Burundi (OPB) trouve que la RPA n'a commis aucune faute en diffusant en direct les Ã©vÃ©nements Ã la permanence nationale du parti MSD samedi 8 mars courant. Selon le prÃ©sident de cet observatoire, informer l'opinion tant nationale qu'internationale sur ce qui se passe ne peut en aucun cas constituer une faute. Innocent Muhozi se dit ne pas Ã©tonnÃ© des propos du conseil national de la sÃ©curitÃ© vu sa composition. Selon lui, il est composÃ© de ceux-lÃ mÃªme qui sont allÃ©s tirer des balles et des gaz lacrymogÃªnes sur les citoyens. Il dÃ©ploire toutefois les propos de certaines personnes qui ont Ã©tÃ© Ã©phÃ©mÃ©s Ã la radio Rema FM le mÃªme jour pour demander que les autoritÃ©s leur accordent la permission de chercher et de tuer Sinduhije. Selon lui, si cela ne peut pas Ãªtre dÃ©noncÃ© par les membres dudit conseil, il ne sert Ã rien de condamner la RPA. Il demande alors une clarification concrÃªte de ce qu'ils veulent rÃ©ellement et non pas de crÃ©er la confusion. [bonesha/rpa/rtr]- L'ADC-Ikibiri trouve que les propos du conseil national de la sÃ©curitÃ© montrent Ã suffisance qu'il y a des problÃªmes dans le pays. Selon le prÃ©sident de cette coalition, il s'agit d'un discours loin rassurant et qui reflÃªte les aspirations du parti CNDD-FDD. Selon LÃ©once Ngendakumana, le conseil national de la sÃ©curitÃ© est un organe consultatif qui devrait Ã©clairer le gouvernement en matiÃ¨re de sÃ©curitÃ© et non profÃ©rer des menaces et intimidations sur qui que ce soit. Il lui demande de suivre ses missions consignÃ©es dans la loi qui l'institue et afin qu'il puisse rassurer tout le monde. [bonesha/isanganiro] Politique - Les organisations de la SociÃ©tÃ© civile burundaise ainsi que les mÃ©dias ont adressÃ© ce lundi une correspondance au chef de l'Etat pour lui faire part de leur prÃ©occupation suite Ã la dÃ©gradation de la situation sociopolitique du pays. Parlant au nom de ces organisations, le prÃ©sident de l'APRODH affirme qu'ils ont voulu faire un clin d'Ã©il au prÃ©sident de la RÃ©publique sur ce qui se passe. Les accords d'Arusha chÃ©rement acquises risquent de tomber Ã l'eau suite Ã la rÃ©vision de la Constitution qui pourra aboutir Ã la destruction des piliers de cet accord. Pierre Claver Mbonimpa ajoute aussi que la dÃ©stabilisation des opposants politiques n'est pas de nature Ã faire rÃ©gner un climat de confiance. Ici, quelques noms des personnes incarcÃ©es ont Ã©tÃ© citÃ©s par exemple FrÃ©dÃ©ric Bamvuginyumvira, Hussein Radjabu, Baudouin Ribakare, Misago Edouard dit Fundi ainsi que le cas de mÃªtre Isidore Ruyikiri. Enfin, il ajoute qu'ils ont voulu lui demander de bien respecter la loi surtout les accords d'Arusha. Selon ces organisations, si les piliers d'Arusha sont supprimÃ©s dans la Constitution, bonjour l'irrÃ©parable Burundais ont vÃ©cu dans les jours passÃ©s. Ils demandent ainsi au chef de l'Etat d'agir en temps utile afin de laisser u

bonne image après son mandat pour que l'histoire s'en prenne positivement à ses actions. [bonesha/isanganiro/rpa/rtr]
 Le parti Frodebu-Nyakuri dans la province de Kirundo a adressé ce lundi une correspondance au gouverneur de cette province pour lui faire part de sa préoccupation au sujet de la situation sociopolitique dans cette province. Selon cette correspondance signée par le représentant provincial de ce parti, depuis quelques temps, les membres de son parti sont la cible soit d'agression physique ou d'assassinat. Faustin Kubwayo accuse le représentant du parti CNDD-FDD dans la commune Busoni de la même province d'être le principal instigateur de l'assassinat d'un membre du parti Frodebu Nyakuri samedi dernier. Il demande à la justice de tout faire pour faire des enquêtes afin de juger les auteurs des différents actes commis contre les membres de son parti. Il demande aussi aux autorités administratives de tout faire pour arrêter et prévenir les exactions contre les membres du parti Frodebu Nyakuri. Cette correspondance a été remise en copies au procureur de la République à Kirundo, au président du tribunal de grande instance à Kirundo, au commissaire provincial de la police, au représentant de la CNIDH dans la région nord ainsi qu'au représentant du BINU dans cette même région. [bonesha/isanganiro/rtr/rpa]

Santé - Le personnel de la Clinique Prince Louis Rwagasore a entamé un mouvement de grève ce lundi pour réclamer les arriérés de salaires que cet établissement leur doit. En effet, tous les travailleurs se sont rendus au travail mais sont restés dans la cours ne faisant que le service minimum dans le département des urgences. Le représentant de ces travailleurs affirme qu'ils réclament 3 mois de salaires depuis le mois de décembre 2013. Alexandre Nsabimana précise que les choses sont ainsi alors que la direction de cet hôpital ainsi que le ministère de la santé publique et de la lutte contre le SIDA n'ont pas fourni des explications à ce sujet. Il assure en outre que les cotisations des travailleurs dans les caisses de sécurité sociale ne sont plus versées. Il précise également qu'ils ne vont pas regagner le travail avant d'avoir reçu des réponses précises à leurs revendications. Le directeur de l'établissement a refusé de parler aux journalistes. Le docteur Isaac Minani a ainsi envoyé son secrétaire pour leur annoncer qu'il n'est pas dans son bureau alors qu'il était bien là ; chose qui a fortement étonné les travailleurs ce lieu. [rtr/isanganiro]